



Pour ne plus subir ! Pour agir ! Je me syndique à la CGT !

**RENCONTRE À BERCY – MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET MINISTÈRE DU TRAVAIL
AVEC L'INTERSYNDICALE
USINE FORD BLANQUEFORT**

<http://cgt-ford.com> - Mardi 9 janvier 2018



Mardi 9 juin – début à 11h35 / fin à 12h35

Avec JP Floris (délégué par le ministre de l'économie pour le dossier Ford) se présente comme un industriel arrivé récemment dans l'administration.

Mme Trotin (adjointe déléguée ministère du travail, partie sociale), Mr Ivon (conseiller social restructurations au ministère du travail), Mr Lataste (ministère des finances, bureau des restructurations d'entreprises) + Mr Defillon (représente la Préfecture de Bordeaux).

Introduction par la lecture d'un texte préparé par notre expert du cabinet Secafi et validé par l'intersyndicale :

Ce texte lu par Gilles Lambersend, Secrétaire du Comité d'Entreprise est à lire sur notre site internet et dans nos panneaux d'affichage.

Discussion, échanges :

Les représentants des ministères affirment avoir connaissance du dossier Ford, un dossier traité depuis longtemps par l'État. Ceci dit, ils posent de nombreuses questions concernant un besoin de précisions sur la situation de l'usine, sur le niveau d'effectif, sur les productions, « vous faites quoi ? », sur ce qu'on pourrait faire, sur notre savoir-faire, sur les marchés éventuels, sur les sous-traitants, sur ce que produit l'usine GFT, sur qui sont les dirigeants, où les trouve-t'on, comme s'il n'y avait pas de contact actuellement. Beaucoup de questions, peut-être trop.

Un dossier qui est étonnamment encore en cours de découverte !

Mr Floris se dit surpris du manque de transparence de Ford, il ne comprend pas étant donné les qualités de rentabilité de l'usine. Cherche quelle est « notre faiblesse » par rapport à d'autres usines Ford, cherche les « leviers » possibles.

À chaque fois nous répondons au mieux évidemment, apportons des chiffres, des analyses surtout sur le fond du problème qui est que Ford n'a jamais voulu mettre une activité suffisante, n'a décidé à aucun moment ni d'investir ni d'apporter les projets qui correspondaient à la capacité de l'usine et du personnel.

On a précisé que cela faisait des années que nous assistions à un processus « d'abandon » d'usine, que nous avons alerté les pouvoirs publics. Là nous sommes au pied du mur, les difficultés actuelles étant le résultat du refus de s'engager de Ford.

On nous demande ce qu'il en est de l'ambiance, « est-ce que c'est calme ? » on répond clairement que oui et que nous, la CGT, nous le regrettons, reconnaissant qu'à ce niveau il y a des désaccords dans l'intersyndicale, nous rappelons un peu d'histoire, notre forte mobilisation des années 2008-2011, de ce que nous avons fait pour faire bouger les pouvoirs publics, jusqu'à l'intervention de la ministre Lagarde, que Ford a déjà voulu liquider l'usine, que nous avons déjà connu une situation identique et aujourd'hui et que ça reprend. Nous sollicitons les pouvoirs publics pour qu'ils interviennent, qu'ils mettent la pression sur Ford qui est en train d'entourlouper tout le monde, qui a reçu des millions d'argent public, pour que Ford rende des comptes et respecte ses engagements.

Mr Floris nous conseille de montrer qu'à l'usine ce n'est pas le « bazar », qu'on est "sérieux", c'est mieux pour la suite. Si le gouvernement peut agir il faudrait le « calme » sinon ça serait moins efficace.

On lui répond que c'est Ford qui met le « bazar » en condamnant le site. On lui rappelle que depuis quelques années, il n'y a pas eu de « bazar » et pourtant ce sont 2000 emplois qui ont disparu, des activités qui se sont arrêtées.

On a proposé des rencontres régulières, de manière à ce que nous soyons informés, pour de la transparence, parce qu'on ne peut pas nous demander de « rester calme » sans qu'en retour il y ait au moins une transparence sur le processus de discussion entre l'État et Ford. Car jusqu'à présent nous regrettons d'avoir eu trop peu d'information venant des pouvoirs publics, par exemple cette rencontre à Bercy du 1^{er} décembre. On nous répond dans un premier temps qu'ils n'ont pas d'info puis un peu après que les nouvelles n'étaient pas bonnes !

En tout cas nous avons bien précisé qu'il s'agissait de nos emplois, de nos vies, qu'il fallait compter sur nous, que notre mobilisation est importante.

Le ministère dit qu'il envoie rapidement un courrier à Ford Europe, va demander à rencontrer les dirigeants dans la foulée. Puis dit qu'il rendra compte des entrevues, se dit prêt à venir à Bordeaux pour le Comité de Suivi.